FINANCES PUBLIQUES
MÊMEPLUS L'IMPÔT SUR LES OS

ENSEMBLE DANS L'ACTION

JUSQU'AU RETRAIT DU PLAN DARMANIN

Grève nationale réussie le 16 septembre, reconductions, rassemblements aux pieds des sites, marches revendicatives, envahissements de réunions, jeudi ou mardi noirs, grèves site par site, soutien et participations des élus aux actions, relais de la presse, tracts au public… Depuis des mois la détermination des agents est toujours là !

Montrons à nos responsables que le rejet de leurs réformes est massif.

Face à un tel niveau de mobilisation la DG tente d'allumer des contre-feux avec des cartes version 2 ou plus du Nouveau Réseau de Proximité (NRP). Néanmoins cette nouvelle donne prévoit toujours **concentrations de services** et **suppressions de sites**, la substitution de services de pleine compétence par des Maisons France Service (M.F.S.) et des Maisons de Services Au Public (M.S.A.P.). **Les nouvelles cartes ne sont que des leurres**. Elles ne garantissent pas la pérennité du réseau puisqu'elles s'inscrivent dans le cadre des **4 800 suppressions d'emplois minimum** d'ici 2022 et des autres réformes en gestation. Malgré des aménagements à la marge au fil des versions, fondamentalement il n'y a **aucune inflexion sur les principes de cette réforme**.

La **rupture de la chaîne comptable** entre Services de Gestion Comptable (SGC) et Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL) est toujours d'actualité. La **dé-métropolisation** est en marche même si les agents des services concernés demeurent dans l'incertitude. Les services de gestion (SIE, SIP, SPF, CDIF, etc.) seront réduits à leur portion congrue. La **gestion du numéraire et les encaissements vont être transférés aux buralistes** et à la FDJ. Le **contrôle fiscal** est entravé par la **loi ESSOC**. Sans oublier les projets d'**unification du recouvrement social et fiscal**, d'une agence du contrôle des entreprises par l'État, ou les **transferts des missions transverses sous l'autorité des préfets** dans le cadre des secrétariats généraux communs. **C'est le démembrement de toute la DGFIP qui est entamé !**

Mis en difficulté, le Directeur Général aura tenté de diviser l'intersyndicale par la convocation ciblée de bilatérales. Peine perdue, l'intersyndicale est plus que jamais déterminée à mener, unie, la lutte avec les personnels. L'administration en passe aussi par l'intimidation des agents qui s'expriment à l'extérieur de la DGFiP quand le Ministre lui-même de ne les dénigre pas ! **C'est pourquoi, l'intersyndicale conteste les orientations stratégiques du Directeur Général et se refuse notamment à accompagner la mise en place du NRP. Elle porte l'exigence des collègues en lutte pour le retrait du plan DARMANIN et l'ouverture de véritables négociations sur les revendications des agents.**

La DGFIP a des devoirs en matière de risques psychosociaux qu'elle assume de manière irresponsable. Alors que les services sont déjà fragilisés, le NRP fait déborder le vase ! C'est pourquoi, les représentants des personnels de la DGFIP ont exercé solennellement leur droit d'alerte le 3 octobre. **Nous refusons que la DGFIP, de concepts managériaux inappropriés en dérives de plus en plus fréquentes, devienne une deuxième France Télécom !**

Toutes et tous ensemble et au même moment, unis et déterminés, nous pouvons obtenir le retrait du Nouveau Réseau de Proximité. Gagnons l'arrêt de toutes les réformes qui ne visent qu'à démanteler notre administration. Gagnons les moyens d'exercer pleinement toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail.

Faisons du 14 novembre un temps fort, ou, côte à côte, agents et élus qui partagent notre attachement aux usagers, aux territoires et au service public de proximité, défileront ensemble à Paris comme en province.

Tous et toutes en grève et en manifestation nationale le 14 novembre à Paris et dans les actions locales !

Solidaires Finances Publiques — la cgt Finances Publiques — FO DGFiP — Cfdt: Finances Publiques — Syndicat National CFTC DGFIP